

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 19/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE DES ATELIERS LOUIS VUITTON

500 Chemin de plaisance

Lieu-Dit « Les Tonnes »

26260 Marsaz

Référence : 20230418-RAP-DAEN0448

Code AIOT : 0006108076

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2023 dans l'établissement SOCIETE DES ATELIERS LOUIS VUITTON implanté 500 Chemin de plaisance Lieu-Dit « Les Tonnes » 26260 Marsaz. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre d'une campagne de contrôle régionale portant sur la gestion des produits chimiques, ainsi que dans le cadre du traitement d'un dossier de porter à connaissance concernant un projet de restructuration, reçu par la préfecture le 2 décembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES ATELIERS LOUIS VUITTON
- 500 Chemin de plaisance Lieu-Dit "Les Tonnes" 26260 Marsaz
- Code AIOT : 0006108076
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La Société des Ateliers Louis Vuitton est autorisée par l'arrêté préfectoral modifié n°08-1663 du 22 avril 2008 à fabriquer, sur son site de Marsaz, des articles de maroquinerie par travail des cuirs et des peaux (sacs et valises notamment).

Le site emploie environ 330 personnes et est en croissance. Le site relève du régime de l'autorisation pour ses activités de fabrication de maroquinerie et travail du cuir relevant de la rubrique ICPE 2360-1, avec une puissance maximale installée de 400 kW.

Le site fait actuellement l'objet de modifications, afin de convertir une partie de la zone logistique en zone de fabrication notamment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des modifications (porter à connaissance),
- gestion des produits chimiques,
- suivi des résultats de certains contrôles périodiques,
- compartimentage coupe-feu,
- gestion des eaux d'extinction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des

prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais
1	Gestion des modifications	Code de l'environnement du 10/03/2023, article R.181-46	Lettre de suite préfectorale (prise d'acte modification)	/
7	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Lettre de suite	3 mois
8	Suivi des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 (A)	Lettre de suite	3 mois
9	Suivi des dispositifs de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19, 21	Lettre de suite	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Délais
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	1 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
5	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet
10	Suivi des dispositifs de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.4.2	Sans objet
11	Compartimentage	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.3.2	Sans objet
12	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation des installations sont globalement très satisfaisantes, avec des investissements réalisés pour améliorer le suivi des dispositions applicables dans le domaine HSE (hygiène sécurité environnement) en général et en particulier celles relatives au suivi de l'ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement).

La visite a tout de même mis en évidence certains écarts qu'il convient de lever dans les meilleurs délais. Pour ce qui concerne la gestion des produits chimiques, il est noté que les actions correctives étaient globalement identifiées et en cours de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Code de l'environnement Article R.152-46 <i>« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</i> 1° <i>En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</i> 2° <i>Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</i> 3° <i>Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</i></p> <p><i>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</i></p> <p><i>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements,</i></p>

installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

Arrêté préfectoral du 22 avril 2008 modifié

Article 1.5.1. - Porter à connaissance

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Constats :

Un dossier de porter à connaissance a été transmis par courrier du 3 novembre 2022 au guichet unique de la préfecture, en application des dispositions prévues par l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral et de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Ce dossier a été reçu par la préfecture le 2 décembre 2022 (attestation de dépôt de la préfecture du 05/12/2022).

Ce dossier présente les modifications envisagées et les impacts associés (situation administrative, environnement, sécurité). Le projet prévoit le réaménagement de certaines parties des ateliers avec :

- * le réaménagement de la zone logistique en zone d'atelier de fabrication,
- * le réaménagement de la zone mécanique en zone de développement,
- * le réaménagement de « l'open space » de bureaux,
- * la création d'une terrasse accessible depuis les bureaux.

Il est précisé qu'aucune modification n'est apportée à l'atelier de fabrication actuelle, ni à la zone de coupe. L'atelier autorisé occupe d'une surface d'environ 3 200 m² et la zone logistique autorisée occupe une surface d'environ 1 600 m².

Ces réaménagements doivent permettre d'augmenter la capacité de fabrication des ateliers, avec également une réorganisation de certaines productions et la création d'une zone tests / qualité. La construction récente de l'atelier de Charmes-sur-l'Herbasse (proche du site) a permis de transférer les activités nécessaires de logistique et de stockage. Seuls des stockages d'encours, liés aux besoins pour une production journalière, seront encore présents sur le site.

L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur l'analyse des impacts présentée dans le dossier et considère que l'exploitant a transmis les éléments suffisants pour juger de la modification et si celle-ci est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Considérant les éléments apportés, l'inspection des installations classées propose qu'il soit pris acte de cette modification en précisant qu'elle n'est pas considérée comme substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Il n'est pas nécessaire de proposer un encadrement complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale (prise d'acte modification)

Proposition de délais : /

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, CLP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre III : Communication des dangers au moyen de l'étiquetage Chapitre 1 : Contenu de l'étiquette Article 17 du règlement du 16 décembre 2008 Règles générales « 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants : a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs ; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage ; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18 ; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19 ; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20 ; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21 ; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22 ; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25. 2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des Etats membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché (...) »
Constats : L'inspection des installations classées a réalisé une visite des installations. Il n'a pas été relevé d'écart sur l'étiquetage des contenants des substances ou mélanges dangereux stockés sur l'établissement. La majorité des produits utilisés sur l'établissement ne relève pas d'une classification au titre du règlement CLP. Des produits relèvent néanmoins d'une classification avec le pictogramme de danger correspondant au code SGH07 (mentions de dangers pouvant être associées à ce pictogramme : H302, H312, H332, H315, H317, H319, H336 et H420). L'exploitant est donc bien concerné par les dispositions applicables au titre des règlements Reach et CLP pour ces produits. Quelques produits dangereux sont utilisés dans le cadre de la maintenance des installations, les quantités présentes sont peu importantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Titre IV : Information à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement

Article 31

Exigences relatives aux fiches de données de sécurité

« 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II (...) »

Article 35

Accès des travailleurs aux informations

« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 [= dans la FDS] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »

Titre V : Utilisateurs en aval

Article 37

Évaluations de la sécurité chimique par l'utilisateur en aval et obligation de déterminer, de mettre en œuvre et de recommander des mesures de réduction des risques

« (...) »

5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;

c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. (...) »

Constats :

L'exploitant a présenté plusieurs actions en cours pour ce qui concerne la gestion des produits chimiques, avec une mise à jour complète de la liste des produits utilisés sur le site (différentes zones / armoires), la création de fiches simplifiées à destination des salariés (maroquiniers / malletiers notamment), la mise à niveau des conditions de stockage (rétention), la bonne mise en œuvre des dispositions imposées dans les FDS, etc.

L'outil SEIRICH est utilisé comme support.

Ces actions sont communes avec celles réalisées sur le site de Charmes-sur-l'Herbasse.

La disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS) a fait l'objet d'un contrôle sur le site. Les FDS sont globalement disponibles sur demande, néanmoins certaines sont obsolètes au regard de l'évolution de la réglementation sur le contenu de celles-ci (les FDS révisées avant le 1^{er} janvier 2021 sont à mettre à jour). Il convient de contacter les fournisseurs des substances et mélanges pour obtenir rapidement la mise à jour des FDS antérieures à cette date.

Observation n°1 : L'exploitant doit finaliser son action de mise à jour des fiches de données de sécurité des substances ou mélanges détenus / utilisés sur le site. L'exploitant transmet sous 1 mois un plan d'action (priorisation possible selon échéance, usage ou sensibilité).

La disponibilité des FDS pour les opérateurs doit être améliorée, avec également une sensibilisation/formation aux risques liés à l'usage des produits.

Observation n°2 : L'exploitant doit finaliser son action de mise à disposition des fiches de données de sécurité des produits utilisés par les salariés (ou des principales données les concernant), ainsi que celle relative à leur formation vis-à-vis des risques chimiques. L'exploitant transmet sous 1 mois un plan d'action.

L'inspection a sollicité la communication de la FDS du produit « Gravolaque » qui est un produit dangereux utilisé sur le site, présent en petite quantité. Pour les dispositions regardées à l'occasion de la visite des installations, il n'a pas été relevé d'écart (voir ci-après pour ce qui concerne le point sur les volumes de rétention faisant l'objet d'un point de contrôle spécifique).
Type de suites proposées : Susceptible de suites (échéance 1 mois)
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Section IV : Dispositions relatives à la limitation des conséquences de pertes de confinement (articles 24 à 27). Article 25 I. - Capacité des rétentions « Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. (...)</p> <p>VI. — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation. A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25. (...)</p> <p>C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site. D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). (...)</p> <p>E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels. (...) »</p>
<p>Constats : Les produits utilisés sur le site sont présents dans des petits conditionnements et dans des petites quantités.</p> <p>Les besoins en rétention sont donc peu importants. Les produits sont stockés pour les besoins des maroquiniers / malletiers dans des zones spécifiques, en étagère ou en armoire. Des bacs plastiques sont utilisés pour faire office de rétention des petits conditionnements.</p>

Dans le cadre du plan d'action en cours sur la gestion des produits chimiques évoqué ci-avant, des écarts ont été identifiés et des armoires spécifiques ont été commandées avec des rétentions associées.

Au regard des enjeux du site et des actions en cours, il est noté une observation sur ce point. La mise en œuvre du plan d'actions pourra faire l'objet d'une vérification à l'occasion d'un prochain contrôle.

Observation n°3 : L'exploitant doit finaliser son action relative à la mise à niveau des rétentions des produits chimiques utilisés sur les installations. L'exploitant transmet sous 1 mois son plan d'action associé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites (échéance 1 mois)

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entretien de la rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 25

II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

« Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets. »

Constats :

L'inspection des installations classées n'a pas réalisé de vérification précise portant sur la problématique de l'entretien des rétentions, au regard de la nature des produits concernés et des quantités présentes.

Observation n°4 : Dans le cadre de son action relative à la mise à niveau des rétentions des produits chimiques utilisés sur le site, l'exploitant s'assurera de la compatibilité des rétentions avec les produits détenus (choix du revêtement selon les produits susceptibles de se déverser) et mettra en place une action de vérification périodique des rétentions (bon état, volume disponible, etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème(s) : Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 25</p> <p>II. — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>«(...)»</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. »</p> <p>III. — Dispositions spécifiques aux réservoirs.</p> <p>« A.-Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.</p> <p>B.-Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>C.-Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p> <p>(...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été relevé de produits incompatibles associés à une même rétention lors de la visite des installations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (articles 45 à 69) Sous-section VI-1 : Connaissance des risques et des installations (Articles 48 à 50) Article 49 Etat des matières stockées. « (...) <i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. (...)</i> »
Constats : L'exploitant a présenté les actions en cours pour le recensement des produits détenus et utilisés sur les installations. En l'état, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des matières stockées permettant de répondre aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel. Il conviendrait de pouvoir disposer d'un état permettant de connaître les quantités présentes sur le site par typologie de produits stockés (y compris les matières combustibles), associé à un plan. À noter que le plan n'est pas imposé au site, car non mentionné dans l'arrêté préfectoral. La disposition prévue par l'arrêté ministériel est imposée à l'article 50 qui n'est pas applicable au site. La disposition existe pour les installations relevant du régime de la déclaration. En cas de modification de l'arrêté préfectoral, il serait pertinent d'ajouter cette prescription. Non-conformité n°1 : L'exploitant ne dispose pas d'un état des matières stockées répondant aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010. Un état des matières sera établi sous 3 mois, auquel il sera utilement associé à un plan général des stockages. Pour information la prescription imposée par l'arrêté de prescriptions générales du 25/07/2001 (2360 déclaration) : « 3.5. <i>Registre entrées/sorties</i> <i>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</i> <i>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. »</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Suivi des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 (A)
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (articles 45 à 69) Sous-section VI-3 : Maîtrise de l'exploitation (Articles 57 à 67) Article 66 Installations électriques « A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées. Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.[...] »
Constats : L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle des installations électriques. Certaines parties de l'installation, nécessitant un arrêt complet du site, n'ont pas été contrôlées (différentiels). Différents écarts ont été relevés et l'exploitant précise qu'il organise une contre-visite lorsque l'ensemble des écarts sont levés. La levée des écarts ne fait actuellement pas l'objet d'un suivi formalisé. L'exploitant précise qu'il va mettre en place une prestation complémentaire externe pour réaliser un suivi de la levée des écarts sur différents contrôles réglementaires. <u>Non-conformité n°2 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du contrôle de l'ensemble des installations du site. L'exploitant apportera soit un justificatif portant sur l'état des dispositifs électriques concernés non contrôlés, soit un nouveau rapport de contrôle portant sur l'ensemble des installations (3 mois). <u>Observation n°5 :</u> L'exploitant informera l'inspection des dispositions effectivement prises pour le suivi de la levée des écarts pour ce qui concerne les installations électriques et plus généralement sur les rapports de contrôles périodiques en lien avec la prévention des risques liés aux installations (risque environnemental, risque accidentel).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suivi des dispositifs de protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19, 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Section III : Dispositions relatives à la protection contre la foudre (articles 16 à 23) Article 19 <i>« (...) Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. (...) »</i> Article 21 <i>« L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. »</i>
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité du niveau de protection des installations contre la foudre. La protection foudre du site est imposée par l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral. Du fait de l'évolution de la réglementation, le référentiel à suivre est celui imposé par la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010. Dans son dossier de porter à connaissance, mentionné au point de contrôle n°1, l'exploitant a indiqué que l'analyse du risque foudre et l'étude technique seront mises à jour, avec la mise en place de dispositifs de protection complémentaires en tant que de besoin. Non-conformité n°3 : L'exploitant transmet sous 3 mois une mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF) et de l'étude technique foudre, le cas échéant, du site. En fonction des résultats, un échéancier de mise en conformité sera transmis sous le même délai. L'exploitant s'assurera ensuite de la bonne mise en œuvre des contrôles périodiques applicables à ces installations de protection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Suivi des dispositifs de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 22/04/2008 Article 7.4.2 <i>« Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention dont l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et des dispositifs de sécurité. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations de désenfumage. Ce dernier n'appelle pas d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Séparation coupe-feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 22/04/2008 (modifié par l'arrêté de 2011) Article 7.3.2 <i>« Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie. En particulier les locaux dans lesquels des risques spécifiques sont présents (liquides inflammables, local chaufferie, local électriques, ...) sont séparés des autres locaux par des murs coupe-feu de degré 2 heures. (...) Le bâtiment de stockage des matières premières et des produits finis sera isolé de la zone de coupe de l'atelier de fabrication par un mur coupe-feu 2h. (...) Les portes communicantes entre ces deux bâtiments seront coupe-feu 2h et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du pur de séparation. (...) »</i>
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présente de la séparation coupe-feu 2h entre l'atelier et le bâtiment de stockage (faisant l'objet des modifications évoquées ci-avant). La fermeture est automatique sur détection incendie. Le bon fonctionnement de la porte coupe-feu et de l'asservissement fait l'objet d'un contrôle annuel. Ce point ne fait pas l'objet d'observation de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2008, article 7.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 22/04/2008 (modifié par l'arrêté de 2011) Article 7.6.8 <i>« Un dispositif de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 755 m3. Ces eaux s'écoulent dans ce dispositif par phénomène gravitaire.</i> <i>Ce volume est assuré par la fermeture de vannes sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales des cours de manœuvre et du parking.</i> <i>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce dispositif doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement.</i> <i>Ces vannes doivent être signalées par un panneau visible en permanence par les secours avec un message du type : vanne d'isolement – en cas d'incendie, cette vanne doit être fermée – rétention eaux d'extinction, et sa position doit être indiquée. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté la localisation des vannes d'isolement sur le site. L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur l'entretien des dispositifs (efficacité) et sur les modalités de manœuvre en dehors des heures ouvrées. L'exploitant réalise un test périodique de fermeture. Observation n°6 : L'exploitant s'assurera utilement de l'efficacité des dispositifs d'isolement et mettra en place une procédure périodique de contrôle en tant que de besoin. L'objet est de s'assurer de maintien de leur efficacité dans le temps (fermeture à 100 % sans fuite). Observation n°7 : L'exploitant s'assurera de l'efficacité de son organisation, en particulier en période non ouvrée et de nuit, pour la manœuvre des dispositifs d'isolement, au regard des conditions d'accès, du temps de manœuvre et des différentes actions à réaliser par la personne concernée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet